RÉPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE

Union – Discipline – Travail

DECISION N° L 008/97

du 16 juin 1997

**AU NOM DU PEUPLE DE CÔTE D'IVOIRE,
LE CONSEIL CONSTITUTIONNEL,**

VU la Constitution ;

VU la loi n° 94-439 du 16 août 1994 modifiée par la loi n° 95-523 du 06 juillet 1995 déterminant la composition, l'organisation, les attributions et les règles de fonctionnement du Conseil constitutionnel ;

VU la convention n° 177 et la recommandation n° 184 concernant le travail à domicile adoptées par la Conférence Internationale du Travail à sa 83^{ème} session à Genève le 20 juin 1996 ;

VU la lettre n° 124/SGG CF/MM en date du 28 mai 1997 enregistrée au secrétariat Général du Conseil constitutionnel sous le numéro L-16/97 du 29 mai 1997, lettre par laquelle le Président de la République a déféré au Conseil constitutionnel la Convention n° 177 et la Recommandation n° 184 concernant le travail à domicile adoptées par la Conférence Internationale du Travail à sa 83^{ème} session à Genève le 20 juin 1996 pour examiner leur conformité à la Constitution et indiquer les modalités de leur ratification ;

OUI le Conseiller-Rapporteur ;

Considérant que la requête du Président de la République est conforme aux dispositions légales ; qu'elle est donc recevable ;

Considérant que la Convention N° 177 concernant le travail à domicile adoptée par la Conférence Internationale du Travail à sa 83^{ème} session à Genève le 20 juin 1996 est un engagement international relatif à l'Organisation Internationale, l'un des champs d'application de l'article 54 de la Constitution ; que dès lors elle ne peut être ratifiée qu'à la suite d'une loi ;

Considérant que ladite Convention qui définit et régit le travail à domicile ne comporte aucune clause contraire à la Constitution ;

Considérant en revanche **que** la Recommandation n° 184 n'entre pas dans la catégorie des engagements internationaux visés à l'article 54 de la Constitution ; que par conséquent elle ne peut donner lieu à un contrôle de conformité à la Constitution ;

DECIDE :

Article 1^{er} : La requête du Président de la République est redevable ;

Article 2 : La Convention n° 177 concernant le travail à domicile adoptée par la Conférence Internationale du Travail à sa 83^{ème} session à Genève le 20 juin 1996 ne comporte aucune clause contraire à la Constitution ;

Article 3 : Ladite Convention ne peut être ratifiée qu'à la suite d'une loi ;

Article 4 : La Recommandation n° 184 ne nécessite pas la saisine du Conseil constitutionnel conformément à l'article 15 de la loi relative à cette Institution ;

Article 5 : La présente décision sera notifiée au Président de la République et publiée au Journal Officiel de la République de Côte-d'Ivoire.

Décision délibérée par le Conseil constitutionnel à sa séance du lundi 16 juin 1997, où ont siégé :

MM. Noël NEMIN	Président
Henri Ebé TONIAN	Vice-Président
Mme Martine TIACOH	Membre du Conseil constitutionnel et Rapporteur
MM. Abdoulaye BINATE	Membre du Conseil constitutionnel
Jules Douai SIOBLO	Membre du Conseil constitutionnel
Alphonse YAO KOUMAN	Membre du Conseil constitutionnel
Siaka BAMBA	Membre du Conseil constitutionnel
Joseph-Désiré Koudou GAUDJI	Membre du Conseil constitutionnel

et avec le concours de Monsieur Mamadou BERTE, Secrétaire Général du Conseil constitutionnel.

Et ont signé

Le Secrétaire Général

Le Président

Mamadou BERTE

Noël NEMIN